

A l'école de l'économie sociale



En Wallonie, 155.000 personnes travaillent dans 6.600 entreprises sociales. Les besoins en formation des dirigeants sont complexes et particuliers.

ÉRIC DEFFET

En Wallonie, mais pas seulement, l'économie sociale s'est installée dans le paysage avec ses associations, ses coopératives ou ses fondations qui privilégient, selon la définition officielle, « la finalité de service à la collectivité et à leurs membres plutôt que la finalité de profit ».

Au sud du pays, selon les derniers chiffres de l'Observatoire de l'économie sociale, le secteur est riche de 6.600 entreprises dans des domaines aussi divers que l'énergie, les ceintures alimentaires, la santé ou l'aide à la personne. Au total, près de 155.000 personnes travaillent dans ces secteurs. Sur l'ensemble de la Belgique francophone cette fois, le même Observatoire note une croissance continue de 4 % du nombre d'entreprises sociales et de 8,9 % des emplois sur les cinq dernières années.

En début de législature, la ministre Christie Morreale (PS), en charge de l'emploi, a décidé de mettre l'accent sur l'économie sociale. La Wallonie cherche à améliorer son taux d'emploi, l'économie sociale peut y contribuer. Les crises successives plaident en ce sens : « Ce modèle est une solution idéale quand on parle de relocaliser les productions, de développer de nouvelles stratégies et d'affecter les dividendes au développement de l'entreprise et pas uniquement aux actionnaires », nous avait expliqué la Liégeoise dès 2020.

Une grande complexité

Une question nourrit la réflexion depuis plusieurs années en Wallonie : si l'économie « classique » est enseignée à tous les niveaux et fait l'objet d'innombrables recherches, comment « apprendre » l'économie sociale et développer la réflexion scientifique au sujet d'une démarche entrepreneuriale qui doit encore se consolider et parfois se professionnaliser pour perdurer ?

Maître de conférences à l'ULiège et l'UCLouvain, l'économiste Charlotte Moreau souligne l'importance du débat : « Enseigner l'économie sociale, est-ce enseigner l'économie ? Oui et non. Pour

La Wallonie a pour objectif de consolider ces entreprises qui émergent souvent du tissu associatif, mobilisent des bonnes volontés peu habituées aux arcanes du monde économique.

© PIERRE-YVES THIENPONT.

former à l'économie sociale, il faut d'abord former à l'économie : finances, comptabilité, gestion, marketing... Mais l'économie sociale présente une complexité supplémentaire : même si elles génèrent un chiffre d'affaires, ces entreprises ont pour ambition d'aller au-delà en contribuant à l'intérêt général et pas seulement à l'intérêt particulier des actionnaires. L'économie sociale, ce n'est pas uniquement une question de chiffres, c'est plus compliqué que cela. »

Charlotte Moreau dirige la chaire d'économie sociale de l'ULiège où s'est organisé un Centre d'économie sociale : « Prenons l'exemple d'une entreprise coopérative qui pratique le circuit court. Elle devra tenter de répondre aux attentes des producteurs, mais aussi des clients et des citoyens qui l'entourent. La prise de décision est donc complexe, à facettes multiples, avec le souci persistant, bien entendu, d'être rentable. Mais en économie sociale, générer le profit ne se fait pas à tout prix. Le but est de réinjecter ce profit dans les activités de l'entreprise. »

En 2008, la Wallonie a été pionnière au niveau européen en adoptant un décret pour soutenir le développement des entreprises d'économie sociale. Depuis lors, de nombreuses dispositions ont été prises pour favoriser le modèle. La Région a ainsi mis en place un outil public (W.Alter) qui assure le financement des coopératives : aide à la création, participation en capital ou prêts.

Des budgets ont été dégagés pour améliorer la digitalisation des entreprises du secteur. Des moyens importants soutiennent par exemple les Comptoirs de ressources créatives au profit de micro-entrepreneurs, les circuits courts alimentaires ou les coopératives immobilières sociales. Plusieurs fiches du plan de relance concernent l'économie sociale, par exemple les entreprises de récupération de biens et de matières.

Toutes ces mesures ont en réalité un seul but : consolider ces entreprises qui émergent souvent du tissu associatif, mobilisent des bonnes volontés peu habituées aux arcanes du monde économique ou évoluent dans des secteurs qui

cherchent encore leur équilibre ou leur viabilité. Ce qui explique pourquoi la Wallonie investit dans la formation et la recherche, histoire d'asseoir un modèle en quête de repères stables.

À Liège, le Centre d'économie sociale de l'ULg est au cœur de la démarche. L'université offre la possibilité d'un master en économie sociale. « Mais nous plaçons pour un tronc commun dès le baccalauréat », insiste Charlotte Moreau. De son côté, le projet Escap met en place la co-construction de projets et le transfert de compétences entre les chercheurs et les acteurs de terrain qui veulent réfléchir au modèle qu'ils développent.

Besoins mutuels

Lors de la rentrée 2022, trois nouvelles chaires universitaires ont vu le jour à l'initiative de Christie Morreale : à l'UCLouvain, à l'ULB et à l'UMons, après Liège. L'effort est désormais transversal : « L'alliance de ces quatre chaires permet des activités innovantes et ambitieuses de recherche et de formation à l'économie sociale et de renforcer une connexion forte entre le milieu académique et les experts de terrain », explique-t-on au cabinet de la ministre. Prochaine étape, dès 2023 : la création d'un certificat interuniversitaire.

Quel intérêt ? Enorme, si l'on en croit Séverine Thimister, directrice de l'ASBL Cynorhodon, une entreprise de formation par le travail en maraîchage bio et en gestion bio des jardins publics. Elle a obtenu un certificat au Centre d'économie sociale.

« Nous sommes en permanence confrontés à des arbitrages entre la nécessité de générer un chiffre d'affaires qui nous permettra de vivre et nos missions sociales, entre la rentabilité et le parcours de nos publics », explique-t-elle. « À cela s'ajoute dans notre cas la nécessité de participer à des appels à projets, de rechercher des moyens européens. J'ai travaillé dans le secteur bancaire, mais cela ne suffit pas. Avec les chercheurs, nous avons besoin les uns des autres. On garde notre idéal, la gestion en plus. »

« Pour l'économie sociale, le tournant de la professionnalisation est en train de se prendre », témoigne au bout du compte Charlotte Moreau. « L'économie sociale a une dimension militante évidente, mais il faut aller plus loin : le militant doit le rester, tout en devenant un gestionnaire. »

Les ambitions sont grandes selon la chercheuse liégeoise : « Notre conviction, c'est que ce modèle devrait être au centre de l'enseignement de l'économie. Aujourd'hui, les universités et les hautes écoles enseignent le marché et la recherche de profit alors que les enjeux sociaux et sociétaux devraient primer. Il faudrait enseigner l'économie autrement. »

MOBILITÉ

En Norvège, une voiture sur cinq est électrique

Une voiture sur cinq circulant sur les routes norvégiennes est désormais électrique, une proportion qui a doublé en moins de trois ans, a annoncé lundi l'Association norvégienne des véhicules électriques. S'il avait fallu près de 10 ans pour que la part de l'électrique dans le parc automobile norvégien passe de 0 à 10 %, jalon atteint en mars 2020, moins de trois années ont été nécessaires pour doubler cette proportion, a relevé l'association. Le cap des 30 % pourrait être atteint d'ici deux ans, a-t-elle estimé. La Norvège, qui est paradoxalement le plus gros producteur d'hydrocarbures d'Europe de l'Ouest, s'est fixé l'ambition que toutes ses voitures neuves soient « zéro émission » – électriques et à hydrogène – à compter de 2025. Les voitures propres y bénéficient de multiples avantages : exemption de quasiment toute taxe, prix réduit pour les péages urbains et le stationnement sur les parkings publics... BELGA

PORT D'ANVERS

Un projet de captage de CO₂ obtient un financement européen

Antwerp@C, un projet d'Air Liquide, BASF, Borealis, ExxonMobil, INEOS, TotalEnergies, Fluxys et le port d'Anvers-Bruges destiné à capter et transporter le CO₂, a obtenu un financement européen d'une valeur de 144,6 millions d'euros, indique lundi un communiqué commun d'Air Liquide, Fluxys Belgium et du port d'Anvers-Bruges. Ce soutien européen vaut spécifiquement pour la première phase du projet au cours de laquelle sera construite l'infrastructure de transport du CO₂, et qui servira à le liquéfier et le transférer sur bateau en vue d'un stockage offshore permanent ultérieur. Antwerp@C a pour objet de diminuer de moitié d'ici 2030 les émissions de CO₂ du port. Le hub d'exportation aura une capacité initiale de 2,5 millions de tonnes par an. D'ici 2030, celle-ci devra ensuite être portée à 10 millions de tonnes sur une base annuelle. La décision finale d'investissement est attendue en 2023. BELGA

AGRICULTURE

David Clarinval déclare le secteur de l'arboriculture fruitière en crise

Le ministre fédéral de l'Agriculture, David Clarinval, a déclaré en crise le secteur de l'arboriculture fruitière. Celui-ci est confronté notamment à la hausse de ses coûts de production en raison de la crise énergétique, aux conséquences de l'embargo russe en 2014 mais aussi aux normes croissantes en matière sociale et environnementale. Dans ce contexte, le ministre a déclaré le secteur en crise par le biais d'une note aux caisses d'assurances sociales. Elle prévoit la possibilité pour les indépendants actifs dans le secteur de l'arboriculture fruitière d'obtenir une réduction des cotisations provisoires, une dispense simplifiée des cotisations auprès de l'Inasti et un report d'un an et sans majoration du paiement de leurs cotisations sociales en 2023 et ce, sans impact sur les prestations sociales. BELGA